



Etat en RADE (réforme administrative de l'Etat), services publics en berne

L'affaire de la carte « Famille nombreuse » est très intéressante.

Elle témoigne d'abord de la volonté très réactionnaire du président de la République et du gouvernement de revenir sur tous les acquis sociaux possible et de frapper prioritairement les couches les plus populaires.

Elle témoigne ensuite de la position idéologique de ces mêmes personnages de supprimer toute aide sociale : chacun doit s'assumer, profiter de son « égalité des chances » s'il y parvient, vendre encore plus longtemps sa force de travail s'il veut acheter la possibilité de voyager, de se soigner, d'envoyer ses enfants à l'école, etc... L'Etat n'a pas à intervenir dans cette concurrence libre et non faussée entre personnes individuelles. C'est la « modernité » de la loi de la jungle, le « progrès » de la « réforme » en rétropédalage.

Cette affaire est aussi intéressante parce que le gouvernement et le président ont dû reculer. Habiles comme d'habitude, ils l'ont fait très vite, avant que la colère ne s'étende et n'enfle.

Pourquoi ont-ils reculé ? Parce qu'un front très large s'est très rapidement constitué contre cette décision. On peut nuancer cette analyse. Mais elle est fondamentalement juste : **ce gouvernement n'est pas invincible. Il n'est pas intouchable.** Quand il perçoit que la résistance va être large et forte, il recule.

Il faut méditer ce recul et en prendre de la graine pour la défense des services publics.

Plus que jamais le U de FSU et de U&A doit être dynamique et entraîner dans l'action

Ce qui scandalise les usagers des services publics et plus particulièrement leurs salariés, c'est bien sûr les attaques contre les services publics : massives, organisées, échelonnées, fragmentées. Mais terribles, profondes et annonciatrices d'autres attaques encore plus lourdes.

Attaques contre les moyens humains actuels.

Attaques contre les moyens de défense et de protection des salariés afin qu'ils ne puissent plus résister contre l'offensive.

Attaques contre les conditions de travail qui ont l'avantage annexe de dévaloriser la réalisation des missions par les agents publics, ce qui permet plus facilement de vendre ces missions au privé.

On le voit de façon assez claire, par exemple dans l'éducation nationale où le gouvernement vient de décider de favoriser l'enseignement privé confessionnel au-delà de ce que lui permet la loi, dans les secteurs où les élèves sont le plus en difficulté.

Mais ce qui scandalise aussi les salariés et étonne les usagers des services publics, c'est l'incapacité des organisations syndicales à aller dans le même sens pour fédérer la lutte contre les effets dévastateurs de cette politique. **On assiste, en cette période si difficile et si lourde de périls pour les salariés et pour les services publics, à un concours lamentable de course de lenteur.** On voit soudain toutes sortes d'intérêts secondaires devenir très urgents, des susceptibilités hors de saison retarder des décisions d'une grande urgence.

Les organisations syndicales ne sont pas les seules à jouer ce tango mortel : la FCPE piétine, cherche des alliances pour d'autres combats subalternes. C'est inacceptable !

Le calendrier du printemps est extrêmement serré et les fenêtres de dates disponibles pour des actions communes d'ampleur nationale sont rares : il ne faut pas les gaspiller !

Une date avait été décidée pour le 18 mai. Les tergiversations des uns et des autres menacent maintenant cette date et donc la forme que doit prendre l'action commune.

La FSU a fort à faire au milieu de ces manœuvres cauteleuses. Et plus encore Unité & Action qui doit garder le cap du travail unitaire, dans et hors la FSU. Unitaire, mais pas au prix de renoncer à la lutte comme ce à quoi tente de parvenir la plupart du reste de l'intersyndicale.

Notre travail est justement de faire démarrer des actions un peu partout, de fédérer les actions dans la FSU (ce n'est pas le plus simple), puis d'imposer la participation des autres organisations à une dynamique déjà bien engagée.

Pour cela, il faut sortir de la crainte d'agir, écouter les espérances des collègues et leur volonté de faire quelque chose, dépasser l'attente d'une décision nationale. Et avancer, organiser, prendre en compte tous les mécontentements, toutes les intentions d'agir.

C'est pourquoi des actions comme celle qui a démarré dans la plaine de Nay et qui a conduit à la belle manifestation de samedi, celle qui démarre du côté d'Oloron, toutes celles qui bouillonnent dans des établissements plus nombreux chaque jour sont très importantes. C'est pourquoi la journée de lundi 14 autour du CDEN, avec une prévision de plus d'une centaine d'écoles fermées, la participation annoncée d'un grand nombre de parents à la manifestation unitaire (FSU-CGT-UNSA-SGEN-FCPE) organisée devant la préfecture est très importante.

Parallèlement à cette action, des actions continuent dans d'autres fonctions publiques : l'Etat veut supprimer 21,5 postes à l'hôpital de Pau et une manifestation régionale est prévue jeudi prochain. Etc...

Un peu partout, des luttes significativement victorieuses

Qu'on ne dise pas que ces luttes sont vaines : les attaques patronales ou de la droite sont largement coordonnées au niveau européen. Plusieurs catégories de nos camarades du public comme du privé ont lutté et obtenu en Europe des succès dont il faut s'inspirer : les métallos de Dacia en Roumanie ont obtenu près de 70 % d'augmentation après quelques petites semaines de lutte, soutenus par la solidarité internationale. Des fonctionnaires du ministère de la Justice espagnols ont fait grève pendant plusieurs semaines et ont obtenu 167 euros d'augmentation par mois.

Les fonctionnaires allemands ont obtenu 8 % d'augmentation sur deux ans, recevant du même coup l'hommage du vice à la vertu sous la forme de la déclaration du 4 avril à Ljubljana de M. Jean-Claude Trichet, président de la banque centrale européenne : « les augmentations de salaire sont inacceptables, de même que les indexations automatiques des salaires sur les prix [que connaissent encore les salariés de Belgique et du Luxembourg] ».

Ljubljana où 40 000 salariés de toute l'Europe sont venus manifester le lendemain 5 avril pour refuser les bas salaires, la précarité et les attaques contre les services publics. Notre camarade Jean-Jacques Le Masson faisait partie de la délégation de la FSU où il représentait le grand Sud-Ouest de la France.

Petit à petit, mais en accélérant, nous sortons du marasme revendicatif. Partout, il faut expliquer les mécanismes, dénoncer les abus systématiques de langage où les mots sont employés à contre-sens : réforme pour recul réactionnaire, concertation pour tentative d'imposer une décision avec l'accord des représentants des salariés, mobilité du travail avec concurrence accrue entre les salariés et casse de leurs statuts, etc...

Dans « la généalogie de la morale », Nietzsche analyse : « *Le droit des maîtres de donner des noms va si loin qu'il devrait être permis de considérer l'origine même du langage comme émanant d'un acte d'autorité des dominants : ils disent "voici telle ou telle chose", ils apposent sur toute chose et sur tout événement un son qui les différencie et par là même ils en prennent pour ainsi dire possession* »

Et, dans « de l'autre côté du miroir », Lewis Carroll écrit : « *La question, dit Alice, est de savoir si vous avez le pouvoir de faire que les mots signifient autre chose que ce qu'ils veulent dire. La question, riposta Humpty Dumpty, est de savoir qui sera le maître, un point c'est tout.* »